

ANALYSE DU COURANT

SITUATION

GLOBAL

Élections régionales en Allemagne : que pourrait signifier la victoire du parti d'extrême droite AfD pour l'Europe ?

RÉGIONAL

Crise en Haïti : l'intervention internationale ne semble pas contribuer à atténuer la criminalité.

LOGAL

Grève nationale des transporteurs : Que reflètent les mobilisations sur la gouvernabilité de Petro ? Comment le gouvernement national a-t-il géré la protestation ?



GLOBAL



Élections régionales en Allemagne : que pourrait signifier la victoire du parti d'extrême droite AfD pour l'Europe ?

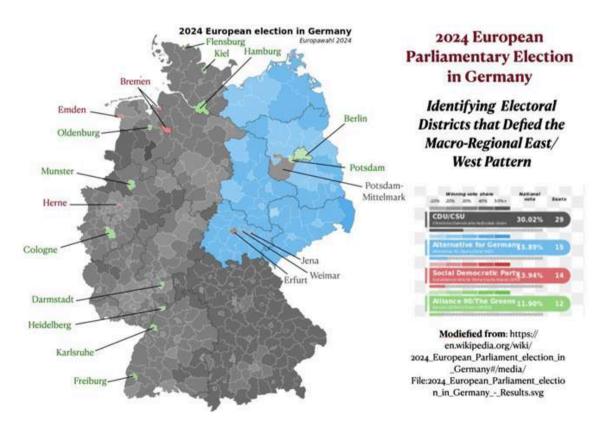
Le 1er septembre, des élections ont eu lieu pour le parlement de l'État de Thuringe, dans l'est de l'Allemagne. Ces élections ont été historiques en raison de la victoire du parti AfD, ou Alternative pour l'Allemagne, avec 32,8 % des sièges, la première fois depuis 1949 qu'un parti considéré comme d'extrême droite remporte une élection de cette ampleur. En deuxième position, le parti de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Olaf Scholz qui, avec ces résultats, pourrait se retrouver en difficulté avec les autres partis de la coalition qui gouverne le pays européen. Grâce à un discours axé sur la limitation de l'immigration dans le pays, l'euroscepticisme et le nationalisme allemand, l'AfD a réussi à obtenir une base électorale majoritaire dans les territoires de l'ancienne République démocratique allemande (Allemagne de l'Est). De même, dans l'État voisin de Saxe, l'AfD a réussi à prendre la deuxième place au parlement local avec un peu plus de 30 % des sièges, derrière la CDU, consolidant ainsi son pouvoir dans l'est de l'Allemagne (Al Jazeera, 2024). Cette nouvelle résurgence de l'extrême droite en Allemagne soulève de nombreuses questions sur l'avenir des relations du pays et des conflits du continent.

Les résultats régionaux s'inscrivent dans la continuité des élections parlementaires européennes qui ont eu lieu en juin, puisque l'AfD avait alors obtenu 15,9 % des voix et était particulièrement populaire dans l'est du pays (<u>Le Monde</u>, 2024). Ce type de résultats montre que les politiques migratoires et économiques peuvent être un échec pour le parti de la coalition de droite modérée, étant donné qu'une partie importante de la population allemande opte pour des sorties plus extrêmes.



De même, on pourrait affirmer que le gouvernement Scholz n'a pas su apporter de réponses aux crises migratoires en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique, donnant ainsi un espace à l'extrême droite sur le devant de la scène politique. Un événement récent a ramené la question de l'immigration en Allemagne au centre du débat national, lorsque dans la ville de Solingen, un Syrien de 26 ans, arrivé en tant que réfugié, a perpétré une attaque massive au couteau sur la place principale de la ville. Après son arrestation, l'attaque a été attribuée à l'État islamique. À la suite de ces événements, le gouvernement a commencé à promulguer des lois plus strictes sur le port de couteaux et d'armes tranchantes, ainsi que des règlements visant à expulser directement les personnes qui commettent des crimes violents (Le Monde, 2024).

Carte électorale de l'Allemagne pour le Parlement européen en 2024 (en bleu les circonscriptions qui ont voté pour l'AfD, en gris les circonscriptions qui ont voté pour la CDU).



Source: GeoCurrents, 2024



Fait curieux pour les observateurs politiques en Allemagne et en Europe, l'alliance d'extrême gauche Sahra Wagenknecht (BSW) a remporté la troisième place en Saxe et en Thuringe, juste derrière l'AfD et la CDU, ce qui en fait la troisième force politique dans ces États allemands. Ce qui est particulièrement particulier, c'est que malgré l'apparente dissonance programmatique avec l'AfD en raison de leur position sur l'échiquier politique, les deux partis s'accordent sur des questions aussi sensibles que l'immigration et l'euroscepticisme. En outre, le BSW a également préconisé de mettre fin à la guerre et à l'aide économique à l'Ukraine, estimant que les impôts allemands ne devraient pas soutenir les efforts de guerre à l'étranger, mais plutôt résoudre les problèmes qui affligent l'Allemagne. Cette ligne de conservatisme social et de progressisme économique séduit les nostalgiques de l'ancien régime communiste de l'Allemagne de l'Est, qui estiment que leur région a commencé à se détériorer avec la réunification en 1989, et que le problème réside en grande partie dans l'afflux massif de migrants dans le pays (BBC, 2024). Ces tendances électorales montrent comment les idées nationalistes et socialement conservatrices peuvent gagner du terrain dans cette partie de l'Allemagne.

Les résultats des élections régionales en Allemagne démontrent l'évolution de l'opinion publique en Europe, ce qui permet de faire des prévisions à moyen terme pour le continent européen. La victoire de l'AfD en Saxe et en Thuringe fait suite à la victoire au premier tour des partis d'extrême droite en France pour les législatives européennes de juin, à l'instar de ce qui s'est passé avec la même AfD dans l'est de l'Allemagne pour les mêmes élections. Cela pourrait suggérer que les idées anti-immigration, nationalistes et populistes sont de plus en plus répandues en Europe, ce qui pourrait accroître les conflits sociaux et entraîner des émeutes ou des manifestations de masse. Dans les semaines à venir, des élections législatives se tiendront dans l'État oriental du Brandebourg et, selon les sondages réalisés par les médias concernés en Allemagne, les résultats pourraient être similaires à ceux de Thuringe, où l'AfD a remporté la majorité des sièges, consolidant ainsi une forte emprise dans l'est de l'Allemagne (NPR, 2024). En ce qui concerne la scène européenne, la tendance de ces partis à travers le continent est de se méfier de l'Union européenne et, dans les cas extrêmes, de vouloir s'en détacher, il est donc raisonnable de penser que si ce courant politique continue à se développer, l'effort commun de l'Europe contre des crises telles que la guerre en Ukraine pourrait être affecté et, par conséguent, le régime de Poutine pourrait trouver un espace pour poursuivre ses actions belliqueuses. D'autre part, la plupart des partis allemands ont annoncé qu'ils ne formeraient pas de coalitions avec l'AfD ou la BSW en raison de leur caractère nationaliste et extrémiste, et il reste donc à voir comment ils pourront manœuvrer dans l'arène politique après avoir remporté des victoires auprès de l'électorat.

RÉGIONALE



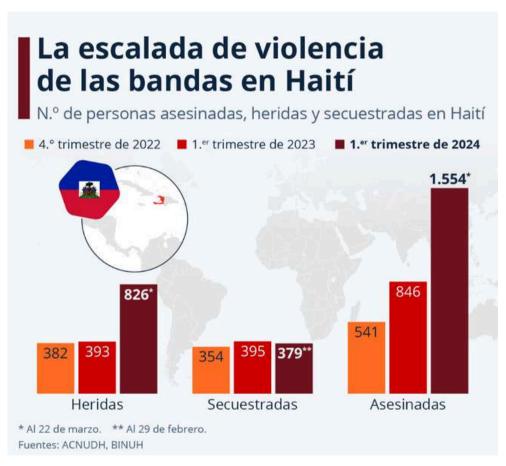
Crise en Haïti : l'intervention internationale ne semble pas contribuer à atténuer la criminalité.

Haïti est plongé dans une crise politique, sociale et humanitaire qui semble ne pas avoir de fin à court et moyen terme. La vague de violence, causée par le contrôle exercé par les gangs sur le territoire, a eu d'immenses conséquences pour le pays le plus pauvre des Amériques. Les gangs criminels dominent désormais plus de 80 % de Port-au-Prince, obligeant 578 000 habitants à quitter le territoire au cours de l'année écoulée. Les chefs des structures criminelles défient ouvertement les autorités et la coalition de groupes dirigée par l'alias criminel « Barbecue » règne sur la quasitotalité de la capitale (TeleSurTV, 2024).

La situation instable d'Haïti remonte à plusieurs décennies, mais elle s'est considérablement aggravée ces dernières années. L'assassinat du président de l'époque, Jovenel Moïse, par des mercenaires colombiens en 2021, a créé un vide de pouvoir qui a permis aux gangs d'étendre leur contrôle sur le territoire. Depuis l'assassinat, le Premier ministre Ariel Henry a pris le pouvoir, poste qu'il a occupé jusqu'au début de l'année 2024.

Pendant son mandat, Henry a connu une grande impopularité, ce qui a conduit à une alliance entre les groupes criminels pour l'évincer du pouvoir. Dans ce contexte, la violence et les actions criminelles coordonnées entre organisations contre les infrastructures critiques et les institutions de l'État sont devenues une constante. La légitimité limitée du président, associée à l'expansion des groupes, a conduit les gangs à devenir les autorités de facto dans les zones contrôlées (BBC, 2024).

Escalade de la violence en Haïti au cours des trois dernières années



Source: Statista, 2024.

Dans le même temps, les forces de sécurité ont perdu de plus en plus de capacités. Selon les chiffres de 2023, la police nationale haïtienne compte 9 000 agents en service actif, ce qui est extrêmement faible si l'on considère que, pour un pays de 11,5 millions d'habitants, les Nations unies suggèrent environ 26 000 agents. Selon l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, en 2022, il y avait un total de 200 gangs en Haïti, dont 95 basés à Port-au-Prince. C'est la preuve de l'infériorité des forces de l'Etat face aux structures criminelles. Le Comité international de la Croix-Rouge a déclaré que son personnel avait été gêné dans l'acheminement de l'aide humanitaire et qu'il avait été contraint de parler aux chefs de gangs pour pouvoir fournir des soins (BBC, 2024).



La situation s'est aggravée, au point que ces derniers jours, Haïti a étendu l'état d'urgence à l'ensemble du territoire national. Face à cette situation, plusieurs pays étrangers ont décidé d'intervenir, sans succès retentissant jusqu'à présent. C'est le cas du Kenya, présent dans le pays depuis plusieurs mois. Outre la persistance des actions des gangs, la mission de l'armée kenyane a été impliquée dans divers scandales. Il ne s'agit pas d'un cas isolé ; les missions soutenues par l'ONU au cours des 12 dernières années ont été condamnées pour détournement de fonds, violations des droits de l'homme, abus de pouvoir, entre autres crimes (<u>TeleSurTV</u>, 2024).

Récemment, le secrétaire d'État américain Antony Blinken est arrivé à Port-au-Prince pour évaluer « les efforts de stabilisation de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSSM), qui tente d'aider les acteurs locaux à rétablir l'ordre ». A l'occasion de cette visite, les Etats-Unis ont annoncé une nouvelle aide à Haïti et ont demandé des fonds supplémentaires pour financer la police (El Espectador, 2024). Selon Brian Nichols, Blinken aurait également poussé à la tenue d'élections, qui n'ont pas eu lieu depuis 2016 (France24, 2024).

La situation en Haïti ne semble pas devoir s'améliorer dans un avenir proche malgré les nombreuses interventions internationales. Dans le cas du Kenya, plusieurs mois se sont écoulés depuis l'arrivée de la mission et les citoyens n'ont vu aucun résultat jusqu'à présent. Le Core Group, un groupe de pays dirigé par les Etats-Unis qui cherche à soutenir la situation en Haïti, n'a pas réussi à atténuer la crise depuis 20 ans. Pour cette raison, de nombreuses organisations sociales considèrent que l'intervention étrangère fait partie du problème plutôt que de la solution (TeleSurTV, 2024). Pour l'heure, la situation en Haïti semble s'aggraver et, dans le même temps, la remise en cause de l'aide étrangère s'amplifie.



But: Laissez une marque par un service extraordinaire.

LOCAL A LOCAL



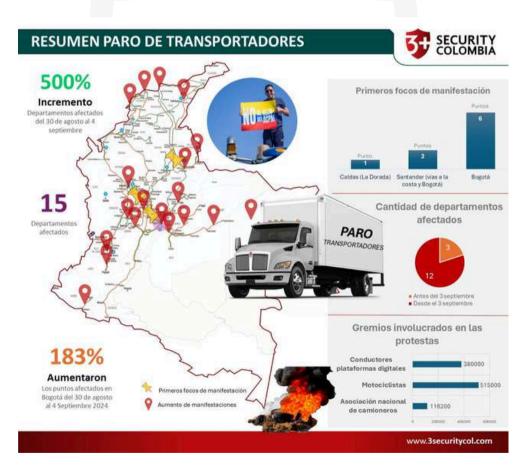
Grève nationale des transporteurs : Que reflètent les mobilisations sur la gouvernabilité de Petro ? Comment le gouvernement national a-t-il géré la protestation ?

Entre le 30 août et le 6 septembre 2024, le syndicat des camionneurs s'est mis en grève au niveau national en raison de l'augmentation du prix de l'ACPM. Pour comprendre la décision du gouvernement Petro, il faut remonter à 2020, année où le président de l'époque, Duque, a pris la décision de stopper l'augmentation des prix de l'essence et du diesel. Cette décision a entraîné un déficit trimestriel de 10 milliards de pesos dans le Fonds de stabilisation des prix des carburants (FEPC), qui couvrait une partie des coûts. Afin de réduire le déficit budgétaire et d'augmenter l'investissement social, le gouvernement mis en œuvre en 2022 une augmentation progressive du prix de l'essence ; cependant, l'augmentation du diesel a été reportée en raison de l'impact qu'elle aurait sur l'inflation. Le diesel est resté stable jusqu'au 30 août, date à laquelle le ministère des Finances et du Crédit public et le ministère des Mines et de l'Énergie ont publié des résolutions établissant un ajustement de 1 904 pesos de son prix (El Espectador, 2024).



La résolution devait entrer en vigueur le samedi 31 août, et le syndicat des transports n'a pas tardé à s'organiser contre cette décision. Bien que les premiers jours, les blocages et les protestations n'aient eu lieu que dans certaines zones, le 5 septembre, une grande partie du pays était témoin des manifestations des transporteurs de marchandises. Environ 23 départements ont été touchés, 1 881 véhicules ont participé, 89 blocages permanents et 227 activités de protestation ont eu lieu. Dans le cas de Bogota, une vingtaine de points de blocage actifs ont été identifiés (Uniandes, 2024).

Statistiques et géoréférencement du grève national des transporteurs 2024



Source: élaboration propre sur la base d'informations fournies par les médias.

Bien qu'elle n'ait duré que quelques jours, l'impact de la grève est notoire. Selon Fenalco, les pertes sont estimées à 240 milliards de pesos par jour (<u>El Tiempo</u>, 2024). Les ventes ont chuté de 60 à 80 % et des départements comme Cundinamarca, Santander, Norte de Santander et Boyacá ont été particulièrement touchés. Bogota est particulièrement concernée, car la ville dépend fortement des approvisionnements alimentaires en provenance d'autres régions, et si les blocages avaient été prolongés, la situation serait devenue critique (<u>El Colombiano</u>, 2024). A cela s'ajoute la déclaration du maire selon laquelle l'essence commençait à se faire rare.

En ce qui concerne la gestion de la grève par l'administration Petro, il est possible de souligner plusieurs points. Tout d'abord, il convient de noter que, contrairement aux administrations précédentes, la violence n'a pas été l'instrument privilégié pour faire face à la situation, ce qui est très appréciable dans la mesure où le président Petro a toujours prôné le dialogue plutôt que la force dans les scénarios de protestation citoyenne. Néanmoins, il a perdu sa légitimité lorsqu'il a qualifié les participants aux manifestations de « marionnettes » guidées par les grandes puissances qui les ont incités à descendre dans la rue. Il est également important de souligner la courte durée de la grève. En ce sens, le gouvernement national a eu raison, mais les experts se demandent à quel prix. En effet, le gouvernement devra continuer à subventionner le diesel, laissant des ressources qui pourraient être investies dans d'autres projets (El Espectador, 2024). En ce sens, le gouvernement continuera à s'endetter, un chiffre qui pourrait atteindre 10 000 milliards de pesos en 2025, sachant que cette année, l'objectif de l'administration était de collecter 1 600 milliards de pesos et qu'elle n'atteindra que 600 000 millions de dollars (El Espectador, 2024).

Selon Laura Wills, vice-doyenne de la recherche à la faculté des sciences sociales de l'Universidad de los Andes, « ce conflit reflète les relations complexes entre le gouvernement, la société et le Congrès sur les questions de politique économique, et montre le risque politique auquel est confronté l'exécutif face à un syndicat aussi puissant ». Bien que la mesure soit fiscalement saine pour le pays, la décision est profondément impopulaire et, compte tenu de la faible cote de popularité de Petro, on peut s'attendre à ce que le public soutienne les revendications des transporteurs, les considère comme légitimes et rejette la responsabilité de la situation sur l'administration de l'actuel président. Même si des pressions sont exercées des deux côtés, le gouvernement a tendance à être plus affecté, la gouvernance et la perception de l'administration par les citoyens dépendent dans une large mesure de la gestion de la situation (<u>Uniandes</u>, 2024).

Note. La recherche et l'analyse contenues dans ce rapport sont exclusives à **3+ Security Colombia**. Il est donc recommandé de ne pas divulguer le document en question. **3+Security Colombia Ltda.** se réserve le droit d'interpréter les informations présentées par le lecteur.".



Laissez-nous vous accompagner avec le service que vous méritez.

www.3securitycol.com



Aljazeera. (01 de Septiembre de 2024). Far-right AfD wins eastern state in Germany's regional election. Obtenido de:

https://www.aljazeera.com/news/2024/9/1/germanys-far-right-party-likely-to-make-gains-in-eastern-region-elections

BBC. (07 de Septiembre de 2024). Rise of far right in Germany's east isn't over yet. Obtenido de:https://www.bbc.com/news/articles/cm2ng0nyj2no

BBC News. (05 de Marzo de 2024). 3 claves para entender la grave crisis que atraviesa Haití (más allá de la violencia de las bandas). Obtenido de:

https://www.bbc.com/mundo/articles/cd14n4x02l7o

El Colombiano. (03 de Septiembre de 2024). Paro camionero: ¿qué efectos políticos tiene para el Gobierno Petro? Obtenido de:

https://www.elcolombiano.com/colombia/paro-camionero-que-efectos-politicos-tiene-para-el-gobierno-petro-lA25344639

El Espectador. (05 de Septiembre de 2024). EE. UU. anunció nueva ayuda para Haití y pide más fondos para financiar la policía. Obtenido de: https://www.elespectador.com/mundo/america/estados-unidos-anuncio-nueva-ayuda-para-haiti-y-pide-mas-fondos-para-financiar-la-policia/

El Espectador. (09 de Septiembre de 2024). ¿Se viene otro paro camionero? ¿Perdió Petro? Respuestas al desastre | La Pulla. Obtenido de:

 $\frac{https://www.elespectador.com/opinion/columnistas/la-pulla/la-pulla-se-viene-otro-paro-camionero-perdio-petro-respuestas-al-desastre/$

El Tiempo. (05 de Septiembre de 2024). El impacto económico que están dejando los cierres y bloqueos del paro camionero a nivel nacional. Obtenido de:

https://www.eltiempo.com/economia/sectores/el-impacto-economico-que-han-tenido-los-tres-dias-del-paro-camionero-en-el-comercio-y-el-agro-3378112

France 24. (05 de Septiembre de 2024). Haití amplía estado de emergencia a todo el país; Blinken llega para abordar crisis de violencia. Obtenido de:

https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20240905-hait%C3%AD-amplia-el-estado-de-emergencia-a-todo-el-pa%C3%ADs-donde-se-espera-la-llegada-de-blinken

Le Monde. (02 de Septiembre de 2024). Germany's far-right AfD has won its first regional election. Obtenido de: https://www.lemonde.fr/en/europe/article/2024/09/01/germany-s-far-right-set-for-wins-in-key-elections-after-attack_6724339_143.html

NPR. (02 de Septiembre de 2024). 5 takeaways from Germany's regional elections after far right makes historic gains. Obtenido de:

https://www.npr.org/2024/09/02/nx-s1-5097895/5-takeaways-germanys-regional-elections

TeleSur. (06 de Septiembre de 2024). Descontento y frustración a dos meses de la intervención de Kenia en Haití. Obtenido de:

https://www.telesurtv.net/descontento-y-frustracion-a-dos-meses-de-la-intervencion-de-kenia-en-haiti/

Uniandes. (05 de Septiembre de 2024). Paro camionero 2024: análisis desde lo económico y lo político. Obtenido de:

https://www.uniandes.edu.co/es/noticias/economia-y-negocios/paro-camionero-2024-analisis-desde-lo-economico-y-lo-politico